ASSEMBLÉE NATIONALE

13 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Retiré

AMENDEMENT

N° I-CF1810

présenté par

M. Mattei, Mme Perrine Goulet, M. Mandon et Mme Mette

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

I. – Le chapitre II *bis* du titre IV de la première partie du livre premier du code général des impôts :

1° Son intitulé est ainsi rédigé : « Impôt sur la fortune improductive » ;

2° Au premier alinéa de l'article 964, le mot : « immobiliers » est remplacé par le mot : « improductifs » et le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

3° L'article 965 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;

b) Après le deuxième alinéa, il est inséré trois alinéas ainsi rédigés :

« 1° *bis* Les sommes, rentes ou valeurs d'assurance-vie, exclusions faite de celles placées en unités de compte tels que mentionnées à l'article L. 131-1 du code des assurances, ainsi que les liquidités et placements financiers assimilés ;

» 1° *ter* Les actifs numériques mentionnés à l'article L. 54-10-1 du code monétaire et financier ;

« 1° *quater* Les biens meubles corporels ; »

4° L'article 975 est complété par un VII ainsi rédigé :

« Sont exonérés les biens des contribuables qui donnent un logement à bail pour un usage d'habitation à des personnes avec qui ils n'entretiennent pas de lien de parenté ou d'alliance et à la triple condition que le loyer soit fixé en application du o du 1° du I de l'article 31 et selon les plafonds fixés à l'article 2 *terdecies* G de l'annexe 3, que la catégorie énergétique de ce bien soit référencée de A à D au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation, et que le bail soit consenti pour une durée supérieure ou égale à douze mois. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Depuis le 1^{er} janvier 2018, l'ISF a été remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière. Cependant l'assiette de l'IFI apparaît aujourd'hui incohérente économiquement. Elle inclut les actifs immobiliers non affectés à l'activité professionnelle de leur propriétaire qui dans bien des situations contribuent pourtant au dynamisme de l'économie française. Dans le même temps, l'IFI exclut de son assiette des biens improductifs : or, pièces de monnaie, voitures de collection, yacht, œuvres d'art.

Afin d'encourager l'investissement productif, le présent amendement propose de réformer l'IFI pour qu'il se rapproche d'un impôt sur la fortune improductive en sortant de son assiette les actifs immobiliers productifs - étant considérés comme tel les biens loués à plus d'un an répondant à des critères notamment environnementaux – tout en y intégrant y conservant ou intégrant les actifs improductifs : bien immobiliers non productifs, biens meubles corporels (objets précieux, voitures, yachts, avions, meubles meublants, etc.), actifs numériques, assurance-vie pour les fonds non alloués à l'investissement productif.